

Témoignage du Frère MENTOURI Mohamed Salah
Ancien Ministre – Ancien Président du CNES (Conseil National Economique et Social)

Mon Ami Abdelhak

La personnalité hors du commun de **Abdelhak BENHAMOUDA** s'est affirmée sur le devant de la scène nationale, à la faveur des tragiques épreuves endurées par le pays, au début de la décennie écoulée.

Au fil des événements de cette sombre période et face à la montée déferlante des périls menaçant de disparition les institutions de l'Etat national, le regretté Secrétaire Général de l'UGTA s'est progressivement imposé en acteur majeur dans la défense de la République, pour en devenir l'un de ses porte – drapeau les plus en vue et l'une de ses figures emblématiques.

Il s'était auparavant révélé en tant que défenseur intransigeant de l'émancipation du mouvement syndical de toute emprise tutélaire.

A cette fin, il déploiera une énergie considérable, avec persévérance, pour soustraire l'organisation syndicale de l'humiliante allégeance et du statut de subordination, auxquels elle était jusque là astreinte.

Dans un contexte de contraintes jamais connues et d'une crise sans précédent aux plans politique, économique et social, il a redonné une âme à l'action syndicale dans le lignage de celle de la période de la lutte de libération nationale.

Ardent adepte de l'autonomie la plus large du syndicat, il a imprimé une nouvelle orientation au combat syndical en l'accouplant à la lutte pour la défense de la République.

Il a, ainsi, insufflé une dimension élevée à l'action syndicale en lui redonnant ses lettres de noblesse.

A mon sens, ce double combat représente, plus que toute autre référence, le trait le plus pertinent pour identifier et qualifier la trajectoire et l'empreinte de cette figure de proue du mouvement syndical.

La commémoration du 10eme anniversaire de son odieux assassinat constituera, à n'en pas douter, une circonstance propice aux hommages, plus au moins convenus, vantant ses vertus et ses qualités.

Je m'y associe, bien entendu, volontiers d'autant que j'ai la faiblesse de me prévaloir de l'amitié du regretté **Abdelhak**.

Pourtant, pour avoir grandi dans le même quartier de Constantine, nous ne nous sommes pour autant rencontrés qu'à ALGER en juin 1991. En effet, aussitôt nommé Ministre du Travail et des Affaires Sociales, j'ai consacré ma première activité officielle à une rencontre avec le Secrétariat National de l'UGTA ;

J'ai d'emblée été séduit par Abdelhak que je rencontrai pour la première fois, en particulier par son intelligence pragmatique, son réalisme clairvoyant ; je découvrirai par la suite la force de ses convictions, son courage exceptionnel, sa détermination et son sens élevé des responsabilités.

J'ai été frappé par son solide bon sens, qui le dispensait d'argumentaires laborieux plus au moins risqués. Au cours d'une réunion Gouvernement-Secrétariat National de l'UGTA, concernant la délicate question de la privatisation, il a eu, dans son style dépouillé, concis et non moins percutant, cette réplique "**si une entreprise est déficitaire, qui voudra l'acheter ? si elle est bénéficiaire, pourquoi la vendre ?**"

Sauf à les subordonner à un dogme idéologique, les termes de la problématique n'ont pas substantiellement changé.

Depuis notre première rencontre, une amitié sincère est née, s'est développée puis renforcée, où l'estime mutuelle le disputait désormais à l'affection réciproque. Je m'enorgueillis de cette amitié, comme de l'action commune que nous avons pu mener durant une période pourtant très courte. En effet, quatre mois seulement après ma nomination, je quittai le Ministère du Travail. Je restai, il est vrai, en contact professionnel avec **Abdelhak** en devenant (pour quatre mois) Ministre de la Santé et des Affaires Sociales. **Abdelhak** m'a déclaré avoir regretté ma décision de quitter, en février 1992, le Gouvernement.

Entre-temps, nous avons de concert jeté les bases de la 1^{ère} tripartite, puis amorcé, en ne réalisant, hélas ! qu'une infirme partie, la révision des lois iniques de 1990, inspirées d'un libéralisme à tout cran et hypocritement intitulées "lois sociales". Pourtant le contexte délicat de l'été 1991 rétrécissait considérablement le champ d'un éventuel consensus, à quelques semaines du tragique rendez vous électoral de décembre 1991.

En revanche, en accord avec **Abdelhak**, j'ai fait adopter un décret donnant la majorité aux représentants syndicaux dans les conseils d'administration des Caisses de Sécurité Sociale.

Par ailleurs, plusieurs dispositions avantageuses pour les assurés sociaux ont été introduites, comme j'ai obtenu l'engagement (qui sera respecté) d'abandonner la formule du "Forfait hôpitaux", dans la loi de finances pour 1993, pour la remplacer par celle du conventionnement.

Cette convergence de vues, produit, d'une sensibilité commune et de convictions partagées, s'est nourrie d'échanges de plus en plus féconds sur la situation du moment et sur les tendances lourdes qui allaient contraindre durablement l'économie nationale, la menaçant d'asphyxie.

Abdelhak prendra ainsi la mesure des dégâts dévastateurs du programme d'ajustement structurel (P.A.S), de ses effets prédateurs sur la sphère sociale, notamment. Nous évoquons les menaces d'une perte massive d'emplois et l'apparition d'un chômage de masse durable, les injonctions humiliantes et brutales du Fonds Monétaire International, le F.M.I. (que **Abdelhak** s'obstinait à appeler "la" F.M.I.), ses relais inconscients ou obséquieux en Algérie sous l'habillage trompeur de dispositions scélérates drapées des vertus des "Réformes".

Mais le ciel d'Algérie s'assombrissait alors, avec le déferlement de l'intolérance, menaçant dans ses fondements la République. Je découvrirai, au cours de cette période, la foi inébranlable de **Abdelhak** en l'Algérie, son patriotisme intransigeant et son engagement résolu, implacable.

A juste titre, il a été souvent souligné son rôle décisif au sein du C.N.S.A, pour la sauvegarde de l'Algérie, en ces temps d'incertitude, de résignation fataliste, voire de lâche démission.

Faut il aller jusqu'à prétendre que sa rencontre avec le Président BOUDIAF a été déterminante dans sa décision d'accepter de présider aux destinées d'un pays ballotté, tourmenté ? Toujours est il que les prémices d'une connivence féconde autorisaient tous les espoirs.

Après la perte cruelle du regretté Président BOUDIAF, **Abdelhak** s'est trouvé propulsé aux avant postes de la résistance patriotique, s'affirmant, dès lors, comme l'un des leaders les plus crédibles d'une ligne, alliant résistance patriotique et combat conjoint pour la modernité, le progrès social et l'équité.

Cette particularité lui confèrera un statut exceptionnel de référence emblématique, une voie écoutée et respectée, comme elle lui procurera, une hostilité agressive et une haine, qui ne sont pas le monopole de ses seuls ennemis déclarés.

Son engagement sans faille pour la défense de la république ne l'a pas, loin s'en faut, éloigné, du champ des luttes syndicales, à l'heure où "l'union sacrée" pouvait anesthésier les revendications syndicales.

Il n'a pas hésité à dénoncer la sordide et honteuse "ponction sur les salaires", courant le risque de disloquer un front fraîchement édifié avec le nouveau Président de la République de l'époque.

Etait ce le but recherché ? Ce froid n'a pas entamé sa détermination.

Mûrie et aiguisée par les épreuves, sa conscience des périls de l'heure le conduiront à envisager la création d'une nouvelle formation politique, rassemblant un large front républicain, ouvert sur la modernité et le progrès social. Son lâche assassinat fera avorter ce projet dans sa dimension initiale.

L'image de rectitude, de rigueur et de courage son poids grandissant sur l'échiquier national, son charisme attisaient haine et rancœur chez ceux qui s'alarmaient de son crédit croissant et de l'alternative qu'il incarnait, tant il s'obstinait à ne pas découpler modernité républicaine et progrès social.

Ce credo l'animait en profondeur. Je l'en appréciai d'autant plus. Dans la lignée de cette conviction partagée, **Abdelhak** a insisté pour que j'accepte de revenir sur la scène publique en qualité de Président du C.N.E.S, en décembre 1996. Quelques semaines avant la disparition de ce combattant exceptionnel, de ce dirigeant d'envergure, de ce leader charismatique, devenu un repère positif dans l'histoire contemporaine du Pays.

ALGER le 20 Janvier 2007